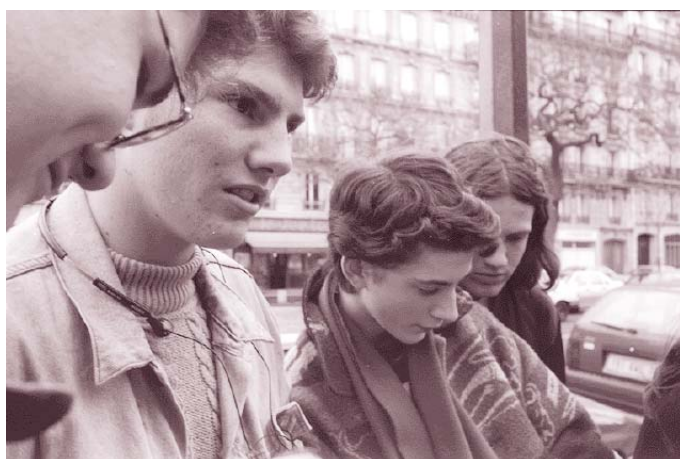


# Bilan 2002

## du réseau

### des missions locales et PAIO



# Introduction

Le présent rapport est issu de l'agrégation des données fournies par l'ensemble du réseau des missions locales et des permanences d'accueil d'information et d'orientation (PAIO). Il a été réalisé conjointement par le Conseil national des missions locales (CNML), la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) et la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP).

La DARES est le service statistique du ministère. Elle est chargée du suivi et de l'évaluation de l'ensemble des dispositifs et politiques concourant à l'emploi, la formation et l'insertion professionnelle. A ce titre, elle assure le suivi de l'activité des missions locales et PAIO.

La DGEFP coordonne la mise en œuvre des dispositifs d'emploi et de formation professionnelle continue. Elle en construit le cadre juridique en concertation avec les autres départements ministériels et les partenaires sociaux. Elle a en charge le financement du réseau.

Le CNML permet de renforcer la collaboration entre l'État et les collectivités territoriales au sein du réseau des missions locales. Il réunit les représentants des ministères compétents en matière d'insertion professionnelle et sociale des jeunes, des présidents de missions locales, des représentants des régions, des départements et des communes. Le Conseil examine le bilan général d'activité des missions locales et formule des propositions sur les orientations du programme national d'animation et d'évaluation du réseau.

Ainsi, cette démarche de coopération mise en œuvre au sein du ministère des Affaires sociales, du travail et de la solidarité permet de rendre compte d'une importante activité d'insertion des jeunes et d'évaluer une politique publique décentralisée et contractualisée entre l'État et les collectivités territoriales.

Ont participé à la réalisation de ce document :

Camille Bonaïti – DARES (coordination du traitement statistique et rédaction), Christophe Fratesi – DARES (statistiques jeunes), Jean-Marie Joyeux – DGEFP (financement des structures), Stéphanie Mas – DARES (Programme TRACE) Yves Auton –CNML (mise en page),

Remerciement aux directeurs des missions locales et PAIO et aux services des directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle qui ont permis le recueil des informations.

## **Méthode utilisée pour l'agrégation des données issues des comptes rendus d'activité 2002**

Les données de 28 structures ne sont pas remontées à la DARES ou n'ont pas pu être exploitées pour des raisons techniques.

Les données sur les finances et les ressources humaines ont donc été redressées en utilisant comme information auxiliaire le type de la structure (Mission locale, PAIO) et son effectif par tranche sur l'année 2001.

Les données sur les jeunes en premier accueil ont été, elles aussi extrapolées pour chacune des régions.

Concernant les données sur l'identité de la structure (nombre d'antennes, type et statut), les données manquantes ont été renseignées avec celles de 2001.

En revanche, les données concernant les entrées dans les mesures n'ont pas été extrapolées. Les chiffres sont donc issus uniquement des CRA 2002 qui ont pu être exploités. Néanmoins, seules 17 structures n'ont pas fait remonter les données concernant les jeunes.

*Édition du CNML - 23 avril 2004 – Tél. 01 49 17 46 46*

# Sommaire

Les chiffres-clés du réseau .....	3
La structuration du réseau .....	4
Le bilan des ressources humaines.....	7
Les financements des structures .....	10
L'activité du réseau : les premiers accueils.....	13
L'activité du réseau : les entrées en mesure.....	17
L'activité du réseau : le programme TRACE.....	18
L'activité du réseau : le programme d'Action Personnalisé pour un Nouveau Départ.....	21
Annexes .....	23

# Les chiffres-clés du réseau

- Un réseau national de 556 structures :
- 382 missions locales et 174 PAIO
  
- 1076 antennes permanentes sur l'ensemble du territoire
  
- 9400 personnes travaillent dans le réseau
  
- 341,5 millions d'euros de financement public :
- 83% pour l'activité principale
- 14% pour des activités spécifiques
- 3% de fonds gérés pour le compte d'autrui
- dont 6 millions d'euros de fonds d'aide aux jeunes
  
- Les financeurs de l'activité principale :
- 11% le FSE
- 28% l'État
- 20% les régions
- 5% les départements
- 29% les communes et les EPCI
- 7% organismes public et privés
  
- 388 000 jeunes en premier accueil
- 64% de jeunes de niveau V et inférieur
- 527 000 entrées en emploi (60%) ou en formation
  
- 110 000 jeunes accompagnés dans le programme TRACE
- 51 000 jeunes bénéficiaires de la bourse d'accès à l'emploi
  
- 68 500 jeunes accompagnés dans le programme d'Action Personnalisé pour un Nouveau Départ en co-traitance avec l'ANPE.

# La structuration du réseau

Les missions locales et les permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) aident les jeunes de seize à vingt-cinq ans à surmonter les difficultés qui font obstacle à leur insertion professionnelle et sociale.

**556 missions locales et PAIO**  
**69% de missions locales**  
**87% d'associations et de GIP**

Ces structures accueillent, informent, orientent et accompagnent les jeunes en construisant avec eux leur parcours personnalisé vers l'emploi. Elles leur apportent un appui dans leur recherche d'emploi ainsi que dans leurs démarches d'accès à la formation, à la santé, au logement, aux droits, à la citoyenneté.

D'initiative locale, les missions locales et PAIO remplissent une mission de service public, elles offrent à chaque jeune un service d'égale qualité sur tout le territoire.

## ▪ L'aménagement du réseau national

Un mouvement d'aménagement du territoire d'intervention est engagé pour le réseau qui compte début 2002, 382 missions locales et 174 PAIO. Cet aménagement permet la création de nouvelles missions locales ou l'extension de leur territoire de compétence par une approche intercommunale, la couverture de l'ensemble du territoire national et le développement d'un accueil de proximité pour les jeunes.

Un trentaine de PAIO ont donc disparu entre 2001 et 2002 soit dans le cadre d'une transformation en mission locale soit dans le cadre d'une fusion entre plusieurs structures. 69% des structures sont des missions locales contre 66% en 2001.

### Un réseau composé majoritairement de missions locales sous forme associative

Total au 01/01/2002	France Métropolitaine	Départements d'Outre-mer
556 dont :	541	15
382 missions locales	374	8
174 PAIO	167	7
Type de statut		
460 associations	452	8
25 GIP	24	1
71 autres*	65	6

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO - DARES

\* Services municipaux, services départementaux, GRETA, établissements publics

## ▪ L'aménagement du réseau en région

Les régions Bretagne et Midi-Pyrénées avaient achevé leur aménagement avant 2002.

La restructuration du réseau a été particulièrement importante en Nord-Pas-de-Calais : 12 PAIO sur les 15 existantes en 2001 ont été supprimées, soit par transformation, soit par fusion.

En revanche, dans 7 régions plus de la moitié des structures sont encore des PAIO (Centre, Champagne-Ardenne, Languedoc-Roussillon, Pays de la Loire, Basse-Normandie, Haute-Normandie et Poitou-Charentes).

Près de la moitié des régions sont composées quasi exclusivement d'associations ou de GIP. Seul, le Languedoc-Roussillon est composé à plus de deux tiers de structures sans personnalité morale.

### Répartition régionale des structures par type et par statut

	Total 2001	Total 2002	Missions locales	PAIO	Associations et GIP	Autres statuts*
Alsace	14	14	9	5	13	1
Aquitaine	38	37	20	17	26	11
Auvergne	16	15	12	3	14	1
Bourgogne	17	17	14	3	17	0
Bretagne	17	17	17	0	17	0
Centre	28	28	11	17	22	6
Champagne-Ardenne	18	18	8	10	12	6
Corse	6	5	3	2	5	0
Franche-Comté	15	15	8	7	14	1
Ile-de-France	93	89	78	11	85	4
Limousin	8	6	5	1	6	0
Lorraine	22	22	17	5	22	0
Languedoc-Roussillon	29	29	13	16	16	13
Midi-Pyrénées	11	11	11	0	11	0
Basse-Normandie	16	16	8	8	14	2
Haute-Normandie	14	14	6	8	13	1
Nord-Pas-de-Calais	39	29	26	3	26	3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	36	35	29	6	30	5
Poitou-Charentes	25	25	9	16	19	6
Pays de la Loire	28	28	14	14	25	3
Picardie	20	19	15	4	19	
Rhône-Alpes	52	52	41	11	50	2
DOM	15	15	8	7	9	6
<b>France entière</b>	<b>577</b>	<b>556</b>	<b>382</b>	<b>174</b>	<b>485</b>	<b>71</b>

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO - DARES  
 \* Services municipaux, services départementaux, GRETA, établissements publics

▪ **Un nombre d'antennes croissant**

Avec l'aménagement du réseau, le nombre d'antennes réparties sur le territoire augmente nettement entre 2001 et 2002. Ainsi, en 2002, 1076 antennes sont réparties sur le territoire, en plus des 556 structures du réseau des missions locales et des PAIO qui les composent, soit quasiment 2 antennes par structure.

La mission locale la plus importante se compose de 18 antennes en plus de son siège et la PAIO la plus importante de 9 antennes. 35% des structures n'ont pas d'antenne.

**Répartition régionale du nombre d'antennes par région et par type**

	Total structures	ML avec antennes	Nombre d'antennes en ML	PAIO avec antennes	Nombre d'antennes en PAIO	Total structures avec antennes	Nombre total d'antennes
Alsace	14	7	33	3	5	10	38
Aquitaine	37	15	52	10	12	25	64
Auvergne	15	9	27	0	0	9	27
Bourgogne	17	11	30	0	0	11	30
Bretagne	17	12	50	0	0	12	50
Centre	28	6	11	8	12	14	23
Champagne-Ardenne	18	4	12	0	0	4	12
Corse	5	3	5	2	3	5	8
DOM	15	7	37	3	4	10	41
Franche-Comté	15	5	17	7	9	12	26
Ile-de-France	89	53	129	7	7	60	136
Limousin	6	4	12	0	0	4	12
Lorraine	22	13	49	1	8	14	57
Languedoc-Roussillon	29	7	26	8	11	15	37
Midi-Pyrénées	11	10	44	0	0	10	44
Basse-Normandie	16	7	19	3	5	10	24
Haute-Normandie	14	6	27	7	17	13	44
Nord-Pas-de-Calais	29	24	119	2	2	26	121
Provence-Alpes-C. d'Azur	35	20	72	2	2	22	74
Poitou-Charentes	25	4	16	8	11	12	27
Pays de la Loire	28	11	57	8	21	19	78
Picardie	19	11	19	0	0	11	19
Rhône Alpes	52	26	74	7	10	33	84
<b>France entière</b>	<b>556</b>	<b>275</b>	<b>937</b>	<b>86</b>	<b>139</b>	<b>361</b>	<b>1076</b>

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO - DARES

# Le bilan des ressources humaines

- **L'évolution des effectifs**

**9400 personnes travaillent dans le réseau  
90% sont salariés directs**

	Missions locales	PAIO	Total	Évolution 2002/2001
Effectif total	8298	1111	9409	+ 4,8%
Équivalents temps plein	7396,5	920,7	8317,2	+5,6%
Salariés	7439	827	8266	+8,8%
Mis à disposition	844	299	1143	- 17,1%

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO - DARES

Avec l'application de la convention collective et implication du réseau dans le programme TRACE (voir page 19) l'augmentation du nombre de salariés progresse rapidement depuis deux ans.

Les personnels mis à disposition par un organisme extérieur (collectivité locale, établissement public de coopération intercommunale, ANPE, etc) sont par contre en baisse de 17%. En 2002, cette catégorie de personnel représente à peine plus d'un dixième de l'effectif total.

Les femmes sont largement majoritaires dans le réseau qu'elles soient mises à disposition ou salariées directes de la structure. Dans certaines régions (Limousin, Franche-Comté, Corse, Basse-Normandie et Aquitaine), elles dépassent même les 80% de l'effectif total (annexe 1).

## Évolution de l'effectif salarié de 1999 à 2002

Variation année n/n-1	2000/1999	2001/2000	2002/2001
Effectif total	+0,8%	+1,7%	+4,8%
Effectif salarié	+3,5%	+3,6%	+8,8%
Effectif MAD*	-8,9%	-9,5%	-17,1%

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO - DARES

\* Personnels mis à disposition par un organisme extérieur à la structure

## ▪ La répartition des effectifs entre missions locales et PAIO

Les 382 missions locales, soit 70% des structures, emploient 88% des effectifs et 89% des ETP. Les effectifs des missions locales ont augmenté de 6,6% alors que les effectifs des PAIO ont diminué de 7,1%.

	Effectif total	Équivalent temps plein	Salariés	Mise à disposition
Missions locales	88,2%	88,9%	88,4%	73,8%
PAIO	11,8%	11,1%	13,6%	26,2%

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO - DARES

## ▪ La taille des structures

L'éventail de la taille des structures s'échelonne de 0,5 à 111,2 équivalent temps plein (ETP). Deux missions locales ont un effectif supérieur à 100 personnes.

100 structures ont au plus 5 ETP (dont 95 PAIO et plus de la moitié sans personnalité morale) soit plus de 20% de moins qu'en 2001 ce qui montre l'importance du nombre de structures qui ont fusionné entre 2001 et 2002.

Quelques régions ont encore une part relativement importante de leurs structures ne dépassant pas les 5 ETP : En Aquitaine 38% des structures ont moins de 5 ETP. En région Centre, 51%. En Corse, 60%. En Franche Comté 40%.

### Répartition des structures par taille en équivalent temps plein (ETP)

Nombre d'ETP	Inférieur ou égal à 5	De 5,05 à 10	De 10,05 à 20	De 20,05 à 30	Plus de 30
Nombre de structures en 2002	100	134	203	66	53
Part des différentes tranches en 2002	17.7	24.0	36.7	11.9	9.7
<i>Rappel des tranches 2001</i>	<i>21.8</i>	<i>25.5</i>	<i>33.6</i>	<i>11.1</i>	<i>8</i>

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO - DARES

## ▪ Le type de contrat de travail des salariés

En 2002, la part des CDD dans l'effectif salarié total a légèrement augmenté par rapport à 2001 : elle passe de 20% à 21% de l'effectif salarié (alors qu'elle avait diminué entre 2000 et 2001).

Depuis 2000, la proportion des temps partiels dans l'effectif salarié diminue régulièrement : de 31% à 29% entre 2000 et 2001, puis 27,5% en 2002. Elle reste cependant largement au-dessus de la moyenne nationale.

L'amplitude de la quotité de travail pour ces personnes varie de 0,05% à 95%.

### 1 salarié sur 4 travaille à temps partiel

	Missions locales	Part dans l'effectif total ML	PAIO	Part dans l'effectif total PAIO	Total	Part dans l'effectif total
Temps partiel	1964	26,4%	308	37,2%	2272	27,5%
Temps plein	5475	73,6%	519	65,8%	5994	72,5%
Effectif total	7439	100,0%	827	100,0%	8266	100,0%

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO - DARES

# Les financements des structures

**Financement de l'activité principale : 285 millions d'euros dont 154 millions apportés par les collectivités territoriales**

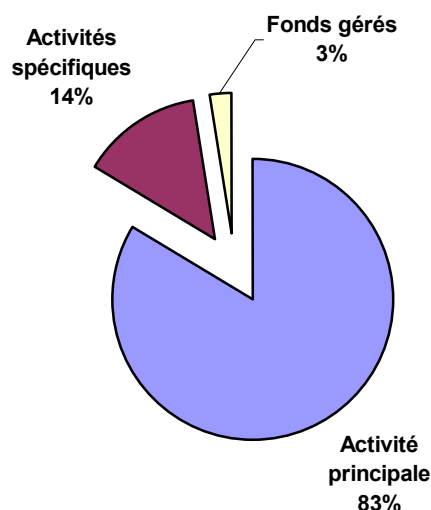
▪ **Total des subventions allouées au réseau : 341,5 millions d'euros**

C'est le total des subventions reçues par les structures du réseau (activité principale, activités spécifiques, fonds gérés pour le compte d'autrui) tant de la part de l'État, du Fonds social européen, des collectivités territoriales et des organismes publics et privés :

- Subventions pour activité principale : 285 millions d'euros
- Subventions pour activités spécifiques : 47,5 millions d'euros
- Fonds gérés pour le compte d'autrui : 9 millions d'euros

82% des fonds gérés pour le compte d'autrui sont consacrés au fonds d'aide au jeunes (FAJ) pour un montant de 6 millions d'euros.

## Répartition des financements par type d'activité



▪ **Financement de l'activité principale : 285 millions d'euros**

Il comprend la somme des subventions reçues pour l'activité principale, qui correspond au "cœur de métier" des structures du réseau, y compris le programme TRACE.

Les financements apportés au programme TRACE se montent à 25,7 millions d'euros en 2002. 83% de ses financements proviennent de l'État. Une quinzaine de régions cofinancent le programme (8% du financement total). Les autres collectivités territoriales apportent 9%. Il est à noter que la participation de ces dernières peut être la mise à disposition d'agents qui ne sont pas comptabilisés car difficilement identifiables dans les contributions en nature.

▪ **Les financeurs de l'activité principale**

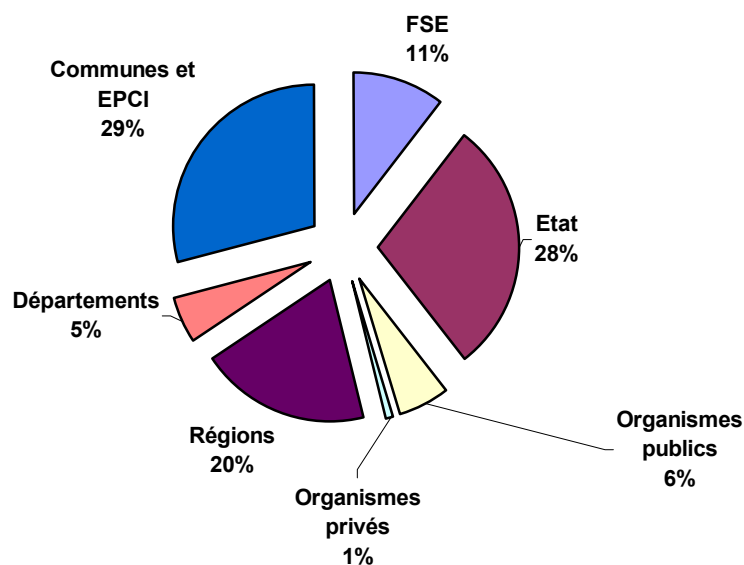
**Répartition des financeurs de l'activité principale en millions d'euros**

Financier	État	FSE	Régions	Départements	Communes et EPCI	Organismes publics	Organismes privés
Montant 2002	82,1	30	55,6	14,9	83,2	17	2,2
Montant 2001	67,6	26,1	56	14,8	77,5	26,1	1,8
<b>Évolution 2002/2001</b>	<b>21,4%</b>	<b>14,9%</b>	<b>-0,7%</b>	<b>0,7%</b>	<b>7,4%</b>	<b>-34,9%</b>	<b>22,2%</b>

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO – DARES, DGEFP

L'augmentation de 21% du financement de l'État provient d'une part, de la consolidation de moyens supplémentaires accordés en 2001 et d'autre part, de moyens nouveaux alloués en 2002 : créations de nouvelles missions locales, financement de postes pour la mise en œuvre de TRACE, prise en charge du surcoût lié à la mise en œuvre de la convention collective

**Répartition des financeurs en activité principale**



▪ **Le financement de l'activité principale par l'État et le FSE**

**Répartition du financement Etat et FSE en millions d'euros**

État				FSE					Total
LFI	TRACE	Autres	Total	FSE 3.1	FSE 3.2	FSE 2	FSE 1	Total	Total
52,9	21,5	7,8	82,1	24,3	3,1	1,8	0,8	30	112,1
47,2%	19,1%	6,9%	73,2%	21,7%	2,8%	1,6%	0,7%	26,8%	100,0%

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO – DARES, DGEFP

**Les financements de l'État**

- LFI : loi de finance initiale, subvention de l'État pour le financement de l'activité principale du réseau.
- TRACE : financement de l'accompagnement renforcé dans le cadre du programme.
- Autre : financement du surcoût lié à la mise en oeuvre de la convention collective, financement de la formation des personnels du réseau.

**Les financements du FSE**

Une grande partie du cofinancement FSE de l'activité principale est réalisée dans le cadre de l'Objectif 3, Axe 1, Politiques actives du marché du travail – mesure 1. Il s'agit de l'accompagnement renforcé des jeunes les plus en difficulté, issus notamment des zones urbaines sensibles (ZUS) et des zones de revitalisation rurale (ZRR). Ces aides sont également destinées à l'unification du réseau et au développement des programmes d'animation régionale. L'intervention du FSE dans le cadre de l'Objectif 3, Axe 2, égalité des chances, intégration sociale, concerne la prise en charge globale des actions de lutte contre les exclusions pour les jeunes les plus en marge de l'insertion.

Le FSE Objectif 1 et 2 concerne des zones géographiques spécifiques :

- L'Objectif 1 (soutien aux régions en retard de développement) pour les DOM (Réunion, Guadeloupe, Martinique, Guyane), la Corse et trois arrondissements du Nord-Pas-de-Calais.
- L'Objectif 2 (reconversion économique et sociale des zones en mutation) pour les zones rurales en déclin, les zones urbaines en difficulté et les zones en crise dépendant de la pêche. L'apport du FSE s'adresse prioritairement aux actions d'insertion et d'emploi développées par le réseau dans les quartiers en difficulté.

# L'activité du réseau : les premiers accueils

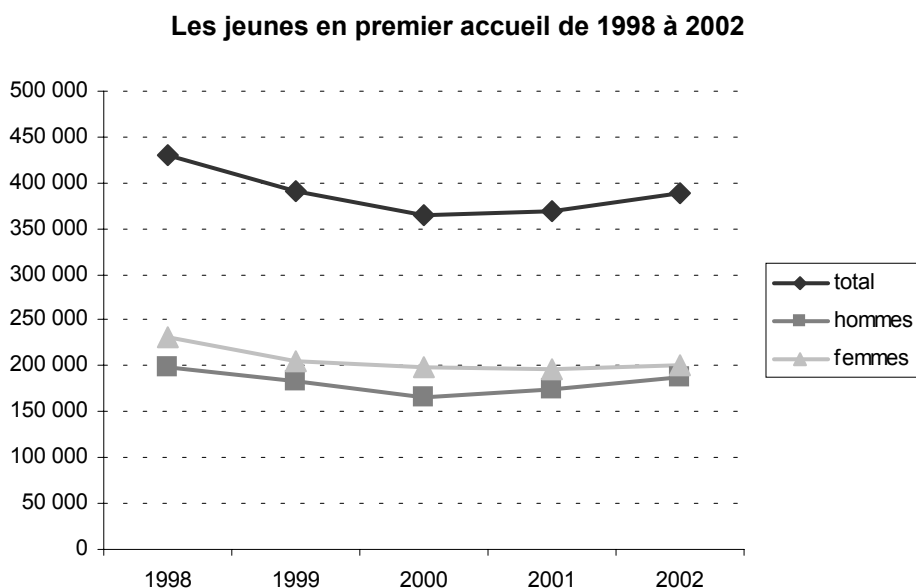
Les missions de base des missions locales et PAIO sont l'accueil, l'orientation et l'accompagnement dans les parcours d'insertion professionnelle et sociale.

Les premiers accueils sont les jeunes qui ont été reçus pour la première fois en 2002 dans une structure. Il ont été 388 000 en 2002, soit 4,9% de plus qu'en 2001.

**+ 5% de jeunes en premier accueil**  
**Des garçons de plus en plus nombreux**  
**Une augmentation plus forte chez les jeunes de niveau V et Vbis**

## ▪ L'évolution des premiers accueils : des garçons de plus en plus nombreux

Alors que le nombre des premiers accueils a diminué régulièrement entre 1998 et 2000, il augmente de plus en plus fortement depuis 2000 jusqu'à atteindre en 2002 le niveau de 1999. La part des jeunes femmes toujours majoritaires se rapproche de plus en plus de la part des hommes : 51,5% des jeunes femmes contre 48,5% des garçons.



Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO - DARES

L'augmentation du nombre de jeunes accueillis pour la première fois au profit des jeunes hommes est une conséquence du ralentissement économique initié en mars 2001, qui touche en particulier les garçons. L'industrie, secteur d'activité principalement masculin, est en effet le secteur le plus touché par le retournement conjoncturel. En mars 2002, la proportion des jeunes femmes possédant un emploi reste stable tandis que celle des jeunes hommes baisse de 2 points par an.

### Augmentation de la part des hommes parmi les plus de 18 ans

Ages et niveaux de formation	2000		2001		2002	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
16-17	56%	44,0%	56%	44,0%	55,9%	44,1%
18-21	43,9%	56,1%	45%	55%	46,9%	53,1%
22-25	43,8%	56,2%	45,5%	54,5%	47,2%	52,8%
26 et plus	40%	60,0	41,9%	58,1%	45%	55,0%
VI	59,3%	40,7%	59,6%	40,4%	60,2%	39,8%
Vb	53,9%	46,1%	54,4%	45,6%	55,3%	44,7%
V	48,0%	52,0%	48,8%	51,2%	51,0%	49,0%
IV et +	35,5%	64,5%	37,5%	62,5%	39,3%	60,7%

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO - DARES

Les jeunes hommes de 18 à 26 ans semblent les plus touchés par le retournement conjoncturel. La part de garçons dans chaque niveau de formation a augmenté entre 2000 et 2002. Les garçons sont à présent majoritaires parmi les niveau infra V. Même si la part des garçons de niveau IV et plus a augmenté, les filles restent largement majoritaires parmi les jeunes de niveau de formation plus élevé.

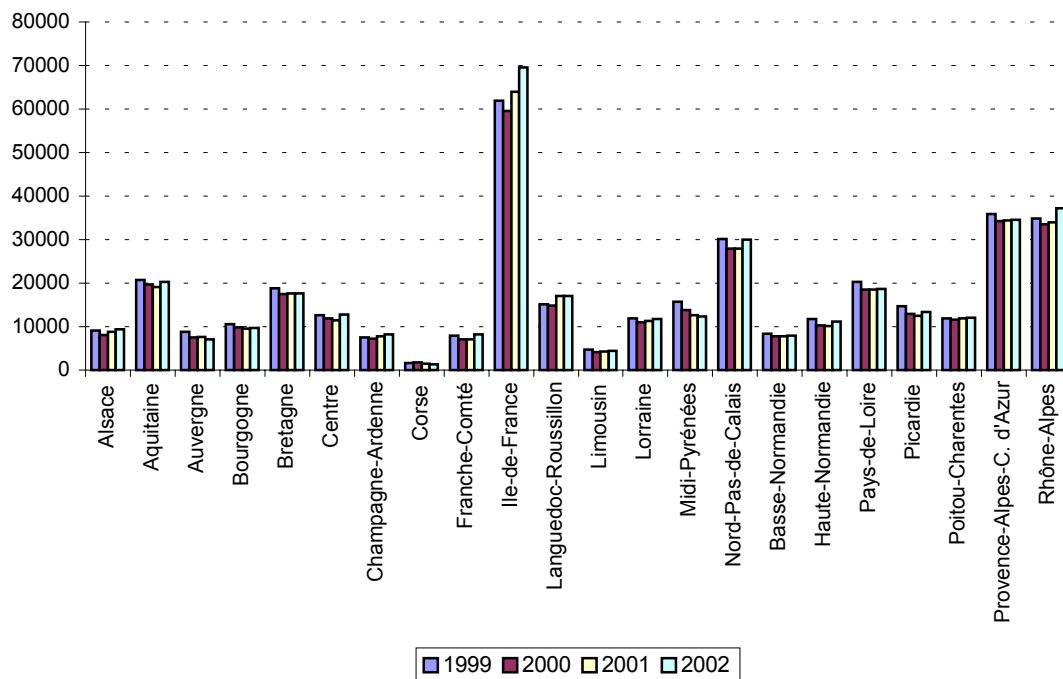
#### ▪ L'évolution des premiers accueils en région métropolitaine

D'une région à l'autre, les situations sont très contrastées. Les régions Corse, Auvergne et Midi Pyrénées voient même leur nombre de jeunes en premier accueil diminuer par rapport à 2001 (respectivement de 12,3%, 7,8% et 2,4%).

L'exemple de la région Corse est révélateur de cette tendance : l'évolution du taux de chômage des jeunes est à la baisse en 2002, alors même que le taux de chômage augmente en France. Parallèlement, le déficit générationnel est plus ample en Corse qu'en France entière. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi de moins de 25 ans a diminué de 8,4% sur l'année 2002.

A l'inverse, dans les régions Franche-Comté, Centre, Haute Normandie et Rhône Alpes le nombre de jeunes augmente sensiblement plus qu'au niveau national (respectivement 16,5%, 10,5% 10,2% et 9,5%, voir annexe 3).

## Évolution du nombre des premiers accueils par région métropolitaine sur 4 années



Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO - DARES

### La répartition par âge et par niveau

L'augmentation du nombre de jeunes en premier accueil entre 2001 et 2002 se réalise surtout au profit des jeunes de niveau V et Vbis qui augmentent respectivement de 6,3% et 7,9%. Néanmoins, la part des jeunes peu qualifiés (VI, Vbis et V) n'augmente pas considérablement car le nombre de jeunes entrants de niveau VI est resté le même entre 2001 et 2002 (annexe 4).

#### Une structure des âges quasiment identique à celle de 2001

	16/17		18/21		22/25		26 et +		Total
	H	F	H	F	H	F	H	F	
Part par sexe	9.6%	7.6%	25.3%	28.7%	13.1%	14.6%	0.5%	0.6%	100%
Total	17,2%		54%		27,7%		1,1%		100%

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO - DARES

### Une part décroissante des jeunes les moins qualifiés (niveau VI)

	1999	2000	2001	2002
Niveau VI	11.4%	11.5%	11.2%	10.7%
Niveau V bis	16.6%	17.4%	17.6%	18.1%
Niveau V	34.9%	34.7%	34.5%	35.0%
Niveau IV et plus	37.1%	36.4%	36.7%	36.2%
Total	100%	100%	100%	100%

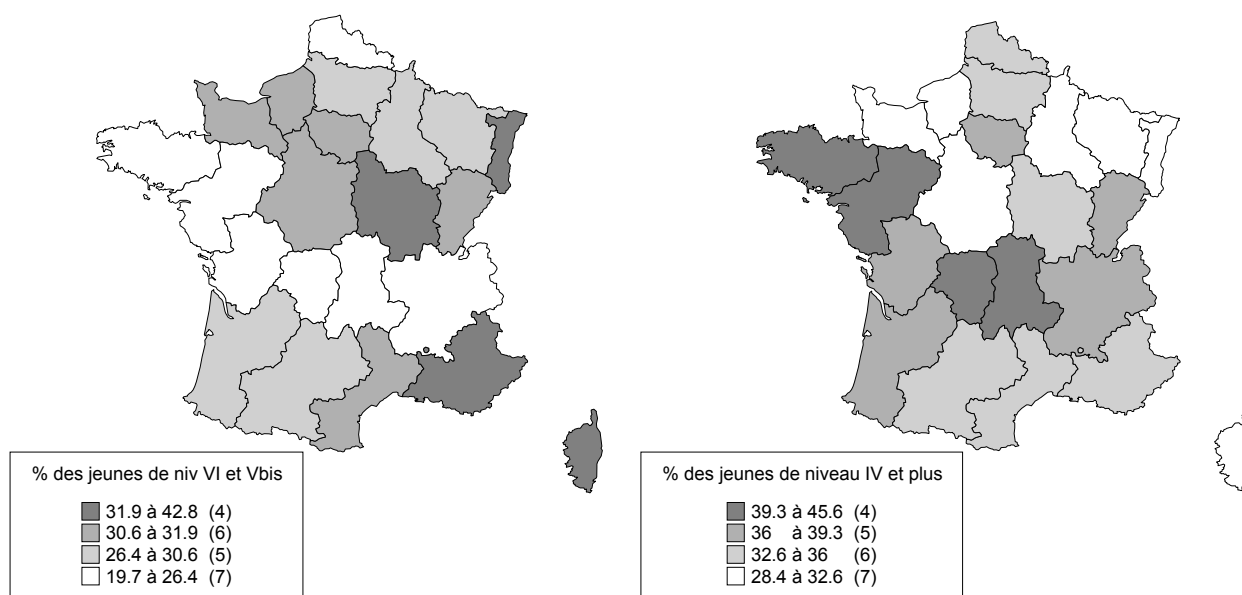
Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO (hors DOM) - DARES

La répartition des niveaux varie d'une région à l'autre. La part des jeunes sans qualification (niveau Vbis et VI) est particulièrement élevée dans la région Corse : presque la moitié des jeunes corses en premier accueil sont sans qualification. La région Alsace est aussi l'une des régions qui accueille le plus de jeunes sans qualification : un tiers des jeunes en premier accueil sont sans qualification. En revanche, dans certaines régions la part des jeunes sans qualification représentent à peine un cinquième des jeunes en premier accueil (Bretagne, Limousin et Pays de la Loire). Dans ces mêmes régions, la part des jeunes les plus qualifiés représente quasiment la moitié des jeunes en premier accueil, notamment en Bretagne et Limousin où la part des jeunes de niveau IV représentent 46% des jeunes.

### Répartition de la qualification des jeunes dans les régions métropolitaines

#### Sans qualification

#### Les plus qualifiés



Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO - DARES

# L'activité du réseau : les entrées en mesure

**527 000 entrées dans les mesures emploi ou formation**  
**Des hommes plus nombreux orientés vers les formations en alternance**  
**Des femmes plus nombreuses vers le retour en formation initiale et les formations rémunérées**

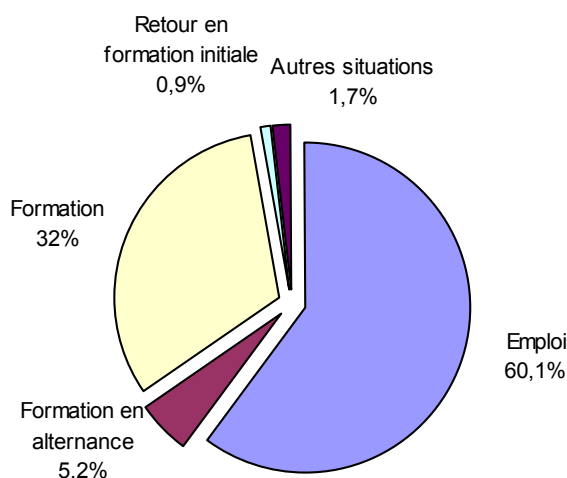
Sous le terme mesure, sont regroupées les différentes solutions, en terme d'emploi et de formation, proposées aux jeunes : contrat de travail (CDI, CDD, Contrat jeunes en entreprise, Entreprise d'Insertion), formation (stages des conseils régionaux, stages AFPA) contrat emploi-formation (contrats de qualification et d'apprentissage).

En 2002, le nombre d'entrées dans les mesures emploi ou formation diminuent de 4,2% par rapport à 2001 : 527 000 en 2002 contre 550 000 en 2001.

La part des entrées en emploi se maintient à un peu plus de 60% des entrées et celle des actions de formation (hors Education nationale et formation en Alternance) à 32%.

En 2002, 47,4% des entrées dans les mesures sont réalisées par des hommes et 52,6% par des femmes. Cette répartition est la même pour les entrées en emploi. Les entrées en formation en alternance sont plus largement utilisés par les garçons (ils réalisent 54,8% des entrées en formation). Les formations rémunérées (AFPA, Conseil Régional) et le retour en formation initiale sont plus demandés par les jeunes filles (respectivement 53,2% et 56,8%).

## Une majorité d'entrées dans les mesures emploi



Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO - DARES

# L'activité du réseau : le programme TRACE

**110 000 jeunes accompagnés dans le programme**  
**51 000 jeunes bénéficiaires de la bourse d'accès à l'emploi**  
**87 % des missions locales et PAIO sont pilotes du programme**

## ▪ L'élargissement du programme et l'expérimentation de la bourse d'accès à l'emploi

Le programme Trajet d'accès à l'emploi (TRACE) a été créé en 1998 par la première loi de lutte contre les exclusions. S'adressant aux jeunes les plus en difficulté, il vise une insertion durable dans l'emploi grâce à un accompagnement renforcé et personnalisé de dix-huit mois et à la mobilisation des actions de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle.

Le second programme de lutte contre les exclusions adopté en 2001 introduit trois éléments nouveaux : l'augmentation significative des entrées avec un objectif de 98 000 pour l'année 2002, contre 60 000 les années précédentes ; la possibilité d'une prise en charge de 10 000 jeunes en rupture sociale, durant six mois supplémentaires, par de nouveaux opérateurs spécialisés la création pour un an d'une bourse d'accès à l'emploi (BAE) durant les périodes où le jeune ne perçoit aucun revenu.

## ▪ TRACE s'adresse de plus en plus à des jeunes femmes

En 2002, près de 90 000 jeunes ont intégré le dispositif TRACE et environ 110 000 bénéficiaient en décembre 2002 de l'accompagnement qu'il offre.

Les jeunes nouvellement bénéficiaires sont principalement des femmes (53.2 %), plus encore que l'an passé, dans la suite d'un mouvement amorcé dès le début du dispositif où elles étaient minoritaires (48.3 %). Le niveau de formation des filles étant plus élevé, les jeunes de niveau bac et plus sont en outre sans cesse plus nombreux parmi les entrants : 13.0 % en 2002, contre 7.3 % en 2001, 6.4 % en 2000, 3.8 % en 1999 (tableau 1).

### Des filles plus diplômées que les garçons

(En %)

	Hommes	Femmes	Total
Niveau IV et plus	8.3	17.1	13.0
Niveau V	32.9	39.7	36.5
Niveau Vbis	32.8	27.8	30.1
Niveau VI	26.0	15.4	20.4
Total	100.0	100.0	100.0

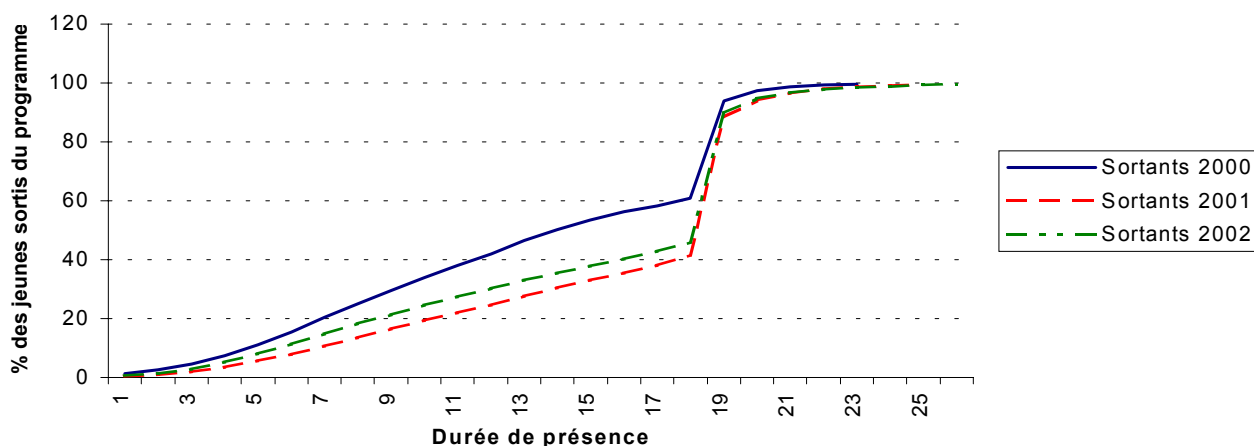
Source : Parcours (données de janvier 2003) – Exploitation : DARES

Mis en place depuis cinq ans, ce dispositif s'adresse aujourd'hui à des jeunes connus par le réseau depuis moins longtemps que lors des premières années d'application. 63 % des jeunes entrés en 2002 fréquentaient, en effet, une mission locale ou une PAIO depuis moins d'un an, contre 42 % de ceux entrés en 1999.

- **Un jeune sur deux bénéficie d'au moins un entretien par mois**

En 2002, deux jeunes sur cinq sortent du programme avant 18 mois (durée maximale du dispositif), le plus souvent parce qu'ils ont trouvé un emploi. Ils étaient trois sur cinq en 2000, sans doute en raison de la meilleure conjoncture économique de l'époque.

### Une durée de présence plus longue pour les jeunes sortis en 2002



Source : Parcours (données de janvier 2003) – Exploitation : DARES  
Champ : Jeunes entrés en 2002

La moitié des jeunes a bénéficié d'au moins un entretien par mois durant la période d'accompagnement spécifique au programme TRACE, et un sur dix a été reçu trois fois par mois. Parmi ceux qui n'ont pas eu d'entretien en face à face avec un conseiller, trois sur quatre ont conservé un contact au moins mensuel (téléphone, courrier, ...).

Au total, la moitié des jeunes a bénéficié de plus de 20 contacts au cours de sa période d'accompagnement dans le programme TRACE dont une douzaine sont constitués d'entretiens. Pour un jeune sur dix, le nombre d'entretiens atteint 40.

- **Plus du tiers des jeunes accèdent à un emploi durant leur période d'accompagnement**

69 % des jeunes accèdent à un ou plusieurs emplois pendant leur passage dans le dispositif TRACE. La moitié d'entre eux a occupé un seul emploi, un quart deux emplois et 5 % plus de cinq, qui sont, dans ce cas, le plus souvent, des contrats d'intérim ou à durée déterminée de quelques jours s'enchaînant les uns aux autres.

Le premier emploi occupé après l'entrée en TRACE est souvent un contrat à durée déterminée (34 %), un Contrat Emploi Solidarité (23 %) ou une mission d'intérim (15 %) (tableau 2). Le temps d'accès à un emploi est de l'ordre de trois mois après l'entrée en dispositif. Il est, en général, plus long pour les contrats de droit commun, surtout à temps complet, que pour les emplois aidés (exception faite du contrat de qualification).

Deux jeunes sur cinq entreprennent une formation durant leur période d'accompagnement. Pour la moitié d'entre eux, la première a lieu un peu plus de deux mois après l'entrée dans le dispositif. Dans trois cas sur dix, elle est suivie d'autres épisodes.

## Deux mois et demi pour accéder à un CES, trois mois et demi pour un CDI

Premier emploi occupé après l'entrée en TRACE	Part en %	Temps d'accès pour la moitié des jeunes (médiane) en jours
Contrat à Durée Indéterminée (CDI) à temps complet	7.2	106
Contrat à Durée Indéterminée (CDI) à temps partiel	3.8	96
Contrat à Durée Déterminée (CDD) à temps complet	21.2	101
Contrat à Durée Déterminée (CDD) à temps partiel	5.1	94
Contrat à Durée Déterminée (CDD) saisonnier	7.5	107
Mission d'intérim	15.1	96
Contrat Emploi Solidarité (CES)	23.0	79
Contrat d'apprentissage	4.8	95
Contrat de qualification	3.9	109
Autres contrats aidés	5.1	90
Autres contrats	3.3	85
Ensemble	100.0	94

Source : Parcours (données de janvier 2003) – Exploitation : DARES  
 Champ : Jeunes ayant accédé à un emploi durant le programme TRACE

### ■ Une augmentation des sorties vers le chômage liée à la mauvaise conjoncture

Entre 2000 et 2002, les chances d'être en emploi à la sortie du dispositif TRACE diminuent sensiblement, passant de 50 à 43 % tandis que le risque d'être au chômage progresse de 37 à 42 % (tableau 3). Cette dégradation est à mettre en relation avec le retournement de conjoncture intervenu à la mi 2001, qui s'est traduit par une réduction des opportunités d'accès à l'emploi, en particulier pour les jeunes peu ou pas qualifiés.

### Des sorties vers l'emploi moins nombreuses en 2002

Cohortes de jeunes sortis en :	(En %)		
	2000	2001	2002
<b>Emploi</b>	<b>50.5</b>	<b>46.3</b>	<b>43.1</b>
<i>Emploi classique</i>	31.5	30.8	28.4
<i>Emploi aidé</i>	9.7	8.8	8.2
<i>Alternance</i>	9.3	6.7	6.5
Formation	4.5	6.5	6.8
Chômage	37.0	39.6	42.2
Inactivité	8.0	7.6	7.9
Total	100.0	100.0	100.0

Source : Parcours (données de janvier 2003) – Exploitation : DARES  
 Champ : Ensemble des jeunes sortant dont la situation à la sortie est connue (92 % des situations pour la cohorte sortie en 2000 et en 2001, 90 % pour celle sortie en 2002).

*Stéphanie Mas (DARES). Premières Synthèses. 2003.10-N°42.1*

# L'activité du réseau : le programme d'Action Personnalisé pour un Nouveau Départ

**68 500 jeunes accompagnés dans le programme**  
**93% des missions locales et agences locales pour l'emploi**  
**jugent leur collaboration très utile pour l'insertion**  
**professionnelle des jeunes demandeurs d'emploi.**

Le CNML et l'ANPE ont signé, le 27 juillet 2001, une convention nationale 2001-2003 définissant les modalités et les conditions de la mise en œuvre du Programme d'Action Personnalisée pour un Nouveau Départ (PAP-ND), en co-traitance entre les services de l'ANPE et les missions locales et PAIO. Cette convention fixait les objectifs nationaux, leur répartition régionale ainsi que les modalités de financement ANPE des moyens complémentaires nécessaires. En application de cette convention nationale 85% des missions locales et PAIO ont signé une convention locale avec l'ANPE.

Le réseau devait accompagner 15 000 jeunes demandeurs d'emploi pour 2001, 85 000 pour 2002, et 100 000 pour 2003. Le second semestre 2001 et l'année 2002 ont été marqués par la montée en charge du programme et la mise en place progressive des conditions indispensables à sa réussite.

## ▪ Les résultats quantitatifs

En 2002, 1 053 000 entrées en PAP ont concerné les jeunes demandeurs d'emploi, (soit 28% de l'ensemble des entrées sur le dispositif). Parmi eux, ils ont été plus nombreux que dans l'ensemble des inscrits à se voir proposer un niveau d'accompagnement renforcé : 13,3% contre 12,5% en moyenne.

Les missions locales et PAIO ont pris en charge le suivi de 68 450 PAP, soit 90 % de l'objectif national qui leur a été fixé. Sur ce total, la part des jeunes indemnisés par les Assédic s'élève à 29%, soit un niveau légèrement supérieur à celui qui était prévu (23%).

<b>Objectifs contractualisés entre l'ANPE et le CNML</b>	Objectif global	76205
	dont jeunes indemnisés	18802
<b>Nombre de jeunes demandeurs d'emploi accompagnés par le réseau</b>	Réalisé global	68450
	dont jeunes indemnisés	20434

## ▪ **Un bilan qualitatif commun aux deux réseaux**

Au-delà de ces résultats, l'ANPE et le CNML ont souhaité procéder à un bilan qualitatif de la convention et de la co-traitance en faveur des jeunes demandeurs d'emploi.

Le bilan a été réalisé sur la base d'une enquête systématique auprès de toutes les missions locales, PAIO et agences locales pour l'emploi (échantillon de 571 agences, missions locales et PAIO) et d'une analyse produite par les présidents d'Associations régionales des missions locales et les directeurs régionaux de l'ANPE, (échantillon de 16 régions).

## ▪ **L'accès aux services et la réponse aux besoins des jeunes demandeurs d'emploi**

Les missions locales, PAIO et agences locales pour l'emploi, dans leur très grande majorité, considèrent que les services délivrés en co-traitance répondent aux besoins des jeunes, (à 72%), et que le partenariat améliore la proximité géographique des services, (à 82%).

Lorsque des difficultés existent dans la mise en complémentarité des services, les deux réseaux évoquent un manque de communication et de connaissance mutuelle qui entraîne une lisibilité insuffisante pour les jeunes demandeurs d'emploi.

## ▪ **La mise en œuvre locale du partenariat**

Les deux réseaux déclarent, dans leur très grande majorité, (85%), ne pas rencontrer de difficultés dans la répartition des publics. Lorsque certaines apparaissent, elles concernent la gestion des flux, et sont liées à un manque de compréhension des règles et modalités de fonctionnement. Les missions locales, PAIO et agences locales pour l'emploi ont défini, dans plus de la moitié des cas, des critères locaux spécifiques d'orientation des jeunes, prenant principalement en compte les difficultés sociales rencontrées par les jeunes et leur niveau de formation.

Le partage d'informations sur le parcours des jeunes demandeurs d'emploi est reconnu comme un élément d'efficacité du partenariat, garantissant la pertinence des actions. Cependant l'utilisation des systèmes d'information de l'ANPE par les missions locales n'est pas optimale, tant pour l'enrichissement des dossiers des jeunes que pour la consultation ou la mise en relation sur les offres d'emploi. Le développement de l'appui technique de l'ANPE auprès des missions locales et PAIO en matière d'utilisation de l'outil informatique, ainsi que la possibilité d'un système d'information unique, sont une demande d'amélioration récurrente de la part des deux réseaux. Une étude de faisabilité concernant les échanges de données entre GEODE et Parcours 3 sera conduite en 2004.

Dans la très grande majorité des cas, des instances de régulation opérationnelle ont été mises en place localement, afin d'améliorer la gestion des flux, s'accorder sur les résultats de suivis réalisés et définir des actions communes.

## ▪ **Le pilotage et l'animation du partenariat régional**

Pour renforcer la collaboration entre le management des deux réseaux, des groupes de travail communs ont été mis en place dans une très grande majorité des cas, (85%), mais des actions de communication communes aux deux réseaux, ainsi que la capitalisation des expériences locales, restent à développer.

Plus des ¾ des régions déclarent rencontrer des difficultés dans le pilotage régional du partenariat, et ce, en l'absence de structure officielle existant à cet échelon dans les deux réseaux. La difficulté à disposer d'indicateurs fiables est également évoquée comme un frein au pilotage régional.

Pour autant, la mise en place de structures (comités opérationnels et de suivi, réunions bilatérales) a été majoritairement adoptée comme une solution pour pallier aux difficultés rencontrées.

Enfin, il faut souligner que de manière presque unanime, (à 93%), les missions locales et agences locales pour l'emploi jugent leur collaboration très utile pour l'insertion professionnelle des jeunes demandeurs d'emploi.

# Annexes

**Annexe 1 : Répartition régionale des effectifs**

**Annexe 2 : Répartition régionale des effectifs moyens**

**Annexe 3 : Répartition régionale des premiers accueils par âge**

**Annexe 4 : Répartition régionale des premiers accueils par niveau**

**Annexe 5 : Répartition des entrées en mesures dans les régions métropolitaines**

**Annexe 6 : Financement de l'activité principale : répartition par type de financeurs publics**

**Annexe 7 : Financement du réseau des missions locales et PAIO : financement d'activités principales et spécifiques, fonds gérés**

**Annexe 8 : Financement de l'activité principale : répartition par type de collectivités territoriales**

## Annexe 1 : Répartition régionale des effectifs

Régions	Nb de structures	Effectif total			Effectif salarié				Effectif mise à disposition						
		Total	dont femmes en %	Nombre d'ETP	Total	dont femmes en %	CDI	CDD	Total	dont femmes en %	ANPE	Coll. Terr.	Administrations	GRETA	Autres
Alsace	14	209	75,4	186,7	187	76,9	162	25	23	63,0	11	11	0	0	0
Aquitaine	37	510	81	460,8	453	78,6	361	92	57	79,9	18	33	0	0	6
Auvergne	15	211	76,5	176,7	193	75,8	152	41	19	83,5	13	2	1	0	2
Bourgogne	17	278	79,5	230,1	231	80,2	177	54	48	76,0	23	7	6	2	9
Bretagne	17	412	76,4	354,4	373	77,5	325	48	39	65,8	14	16	3	1	4
Centre	28	312	73	261,6	251	71,0	209	42	61	82,8	17	36	0	0	8
Champagne-Ardenne	18	216	79	193,1	166	79,0	126	40	50	79,1	8	32	1	0	9
Corse	5	32	80,7	28,1	30	86,2	30	0	2	50,0	2	0	0	0	0
DOM	15	319	63,1	287,2	277	61,2	169	108	42	75,3	9	5	0	18	9
Franche-Comté	15	159	81,8	134,4	143	81,1	111	32	17	87,6	7	5	0	0	4
Ile-de-France	89	1268	69,9	1143,2	1089	69,3	859	230	180	74,3	46	123	4	0	8
Limousin	6	112	83,3	104,7	103	85,0	81	22	8	62,5	4	2	1	0	1
Lorraine	22	366	76,1	316,2	316	77,3	261	55	49	68,7	31	7	5	0	6
Languedoc Roussillon	29	299	75,3	259,3	224	75,0	158	66	75	76,0	10	65	0	0	0
Midi-Pyrénées	11	344	74,1	314,3	328	74,0	270	58	16	75,3	11	4	1	0	0
Basse-Normandie	16	213	80,5	186,4	198	80,1	151	47	15	85,4	1	6	6	0	2
Haute-Normandie	14	308	78,1	275,1	284	78,8	218	66	23	69,7	14	6	1	0	2
Nord-Pas-de-Calais	29	988	68,4	889,5	919	68,7	698	221	69	66,0	24	24	0	0	20
Provence-Alpes-C. d'Azur	35	764	73,7	695,9	661	72,1	519	142	103	84,0	22	77	0	0	4
Poitou-Charentes	25	333	75,5	288,6	280	75,0	237	43	53	78,1	10	37	1	0	4
Pays de la Loire	28	460	79,4	404,1	416	78,4	344	72	44	88,2	4	25	1	0	14
Picardie	19	276	71,7	251,5	246	71,6	171	75	30	72,5	13	6	2	0	8
Rhône-Alpes	52	1019	75,2	875,4	898	75,5	750	148	121	76,2	38	71	0	0	11
<b>France entière</b>	<b>556</b>	<b>9409</b>	<b>74,3</b>	<b>8317,2</b>	<b>8266</b>	<b>74</b>	<b>6539</b>	<b>1727</b>	<b>1143</b>	<b>76,2</b>	<b>353</b>	<b>602</b>	<b>33</b>	<b>21</b>	<b>134</b>

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO - DARES

## Annexe 2 : Répartition régionale des effectifs moyens

Régions	Nbe de structures	Nb de missions locales	Nb de PAIO	Effectif total	Effectif moyen	Effectif total ML	Taille moyenne ML	Effectif total PAIO	Taille moyenne PAIO
Alsace	14	9	5	209	15	188	21	21	4
Aquitaine	37	20	17	510	14	463	23	47	3
Auvergne	15	12	3	211	14	197	16	14	5
Bourgogne	17	14	3	278	16	250	18	28	9
Bretagne	17	17	0	412	24	412	24		
Centre	28	11	17	312	11	222	20	90	5
Champagne-Ardenne	18	8	10	216	12	159	20	57	6
Corse	5	3	2	32	6	27	9	6	3
DOM	15	8	7	319	21	265	33	55	8
Franche-Comté	15	8	7	159	11	106	13	54	8
Ile-de-France	89	78	11	1268	14	1218	16	51	5
Limousin	6	5	1	112	19	105	21	7	7
Lorraine	22	17	5	366	17	312	18	53	11
Languedoc-Roussillon	29	15	14	299	11	216	17	83	6
Midi-Pyrénées	11	11	0	344	31	344	31		
Basse-Normandie	16	8	8	213	13	147	18	66	8
Haute-Normandie	14	6	8	308	22	197	33	111	14
Nord-Pas-de-Calais	29	26	3	988	35	988	38		0
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	35	29	6	764	22	745	26	18	4
Poitou-Charentes	25	9	16	333	13	211	23	122	8
Pays de la Loire	28	14	14	460	16	363	26	98	7
Picardie	19	15	4	276	15	250	17	26	7
Rhône-Alpes	52	41	11	1019	20	914	22	106	10
<b>France entière</b>	<b>556</b>	<b>384</b>	<b>172</b>	<b>9409</b>	<b>17</b>	<b>8298</b>	<b>22</b>	<b>1111</b>	<b>7</b>

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO – DARES

### Annexe 3 : Répartition régionale des premiers accueils par âge

Régions	16 / 17 ans		18 / 25 ans		Sous total 16-25 ans		Total 16-25 ans	26 ans et plus		Total 2002	Evolution 2002/2001
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		Hommes	Femmes		
Alsace	1 057	973	3 430	4 003	4 487	4 976	<b>9 463</b>	9	11	<b>9 483</b>	7,3%
Aquitaine	1 706	1 678	7 542	8 957	9 249	10 635	<b>19 884</b>	100	257	<b>20 241</b>	5,8%
Auvergne	602	509	2 734	3 158	3 336	3 667	<b>7 003</b>	3	9	<b>7 015</b>	-7,8%
Bourgogne	1 153	1 043	3 300	3 902	4 453	4 945	<b>9 398</b>	129	120	<b>9 647</b>	0,7%
Bretagne	997	829	7 474	8 256	8 471	9 085	<b>17 556</b>	69	64	<b>17 689</b>	0,4%
Centre	1 441	1 230	4 752	5 263	6 193	6 493	<b>12 686</b>	22	27	<b>12 735</b>	10,5%
Champagne-Ardenne	714	684	3 215	3 653	3 929	4 337	<b>8 266</b>	2	4	<b>8 272</b>	5,6%
Corse	217	134	449	505	666	639	<b>1 305</b>	3	3	<b>1 311</b>	-12,3%
Franche-Comté	757	675	2 662	3 609	3 419	4 284	<b>7 703</b>	203	297	<b>8 203</b>	16,5%
Ile-de-France	6 042	3 894	28 262	30 296	34 304	34 190	<b>68 494</b>	468	571	<b>69 534</b>	8,8%
Languedoc-Roussillon	1 844	1 532	6 399	7 207	8 243	8 739	<b>16 982</b>	64	64	<b>17 110</b>	0,3%
Limousin	318	228	1 743	2 057	2 061	2 285	<b>4 346</b>	63	72	<b>4 481</b>	3,6%
Lorraine	1 193	1 001	4 569	4 912	5 762	5 913	<b>11 675</b>	17	12	<b>11 704</b>	3,4%
Midi-Pyrénées	1 085	958	4 861	5 442	5 946	6 400	<b>12 346</b>	23	23	<b>12 392</b>	-2,4%
Nord-Pas-de-Calais	2 987	2 158	12 126	12 355	15 113	14 513	<b>29 625</b>	169	155	<b>29 949</b>	7,4%
Basse-Normandie	711	513	3 151	3 586	3 862	4 099	<b>7 961</b>	21	19	<b>8 001</b>	2,0%
Haute-Normandie	1 409	1 071	4 076	4 599	5 485	5 670	<b>11 155</b>	2	5	<b>11 162</b>	10,2%
Pays de la Loire	1 543	1 372	6 804	8 860	8 346	10 232	<b>18 579</b>	20	19	<b>18 618</b>	0,6%
Picardie	1 633	1 114	5 108	5 397	6 741	6 511	<b>13 252</b>	51	59	<b>13 362</b>	6,7%
Poitou-Charentes	1 061	895	4 431	5 579	5 492	6 474	<b>11 966</b>	71	60	<b>12 097</b>	1,2%
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	3 983	3 332	12 449	14 292	16 432	17 624	<b>34 056</b>	210	238	<b>34 504</b>	0,1%
Rhône-Alpes	3 533	2 601	14 397	16 602	17 930	19 203	<b>37 133</b>	49	75	<b>37 257</b>	9,5%
<b>Total métropole</b>	<b>35 985</b>	<b>28 423</b>	<b>143 935</b>	<b>162 490</b>	<b>179 920</b>	<b>190 914</b>	<b>370 834</b>	<b>1 769</b>	<b>2 164</b>	<b>374 767</b>	<b>4,9%</b>
Guadeloupe	220	193	1 028	1 234	1 248	1 427	<b>2 675</b>	2	5	<b>2 682</b>	13,6%
Guyane	nd	nd	nd	nd	nd	nd	<b>nd</b>	nd	nd	<b>nd</b>	nd
Martinique	187	147	808	1 071	995	1 218	<b>2 213</b>	1	4	<b>2 218</b>	nd
Réunion	1 194	899	2 980	3 042	4 174	3 941	<b>8 115</b>	3	2	<b>8 120</b>	2,7%
<b>Total avec DOM renseignés</b>	<b>37 586</b>	<b>29 662</b>	<b>148 751</b>	<b>167 837</b>	<b>186 337</b>	<b>197 500</b>	<b>383 837</b>	<b>1 775</b>	<b>2 175</b>	<b>387 787</b>	<b>4,9%</b>

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO – DARES

L'évolution générale est calculée en fonction des régions ayant correctement renseigné les années 2001 et 2002. Aquitaine : extrapolation sur les structures de Nay, Hendaye et Lège-Cap-Ferret. Champagne-Ardenne : Extrapolation sur la structure de Sézanne. Ile-de-France : Extrapolation sur les structures de Antony, Massy, Mitry-Mory, Villepinte et Issy-les-Moulineaux. Nord-Pas-de-Calais : Extrapolation sur les structures de Avesnes-sur-Helpe, Fourmies et Landrécies. Pays-de-la-Loire : Extrapolation sur la structure de Segré.

## Annexe 4 : Répartition régionale des premiers accueils par niveau

Régions	Niveau VI		Niveau Vbis		Niveau V		Niveau IV et plus		Évolution 2002 / 2001
	%	Évolution 2002/2001	%	Évolution 2002/2001	%	Évolution 2002/2001	%	Évolution 2002/2001	
Alsace	13,7	1,7%	19,3	3,3%	38,5	14,0%	28,4	3,6%	7,0%
Aquitaine	10,1	3,1%	16,4	11,5%	35,2	5,4%	38,2	3,6%	5,4%
Auvergne	9,1	-6,6%	17,1	-3,7%	33,3	-5,8%	40,5	-9,1%	-6,9%
Bourgogne	13,0	-1,3%	19,0	4,5%	34,9	0,5%	33,1	-0,5%	0,7%
Bretagne	5,8	-2,4%	14,0	7,6%	34,6	-0,4%	45,6	-0,8%	0,4%
Centre	10,3	11,0%	20,5	16,7%	39,5	13,0%	29,8	3,9%	10,6%
Champagne-Ardenne	9,4	-1,8%	18,9	16,5%	39,1	3,3%	32,6	5,4%	5,8%
Corse	15,5	-13,7%	27,3	-13,6%	28,6	-14,4%	28,6	-9,3%	-12,7%
Franche Comté	12,8	19,3%	17,8	18,9%	33,3	21,1%	36,1	11,0%	16,7%
Ile-de-France	12,7	1,9%	18,0	11,1%	31,0	8,0%	38,2	11,8%	9,1%
Languedoc-Roussillon	11,8	-1,8%	20,0	8,0%	32,2	0,8%	36,0	-5,8%	-0,7%
Limousin	9,4	9,9%	13,2	4,8%	31,8	5,9%	45,6	1,2%	3,9%
Lorraine	10,1	1,4%	17,5	4,2%	41,1	8,8%	31,3	-3,4%	3,2%
Midi-Pyrénées	12,8	9,1%	17,7	13,1%	37,0	6,6%	32,6	-7,1%	3,0%
Nord-Pas-de-Calais	7,2	-1,2%	18,9	10,7%	39,2	7,1%	34,6	7,9%	7,4%
Basse-Normandie	12,3	4,1%	19,4	7,3%	38,5	4,6%	29,7	-4,5%	2,1%
Haute-Normandie	11,1	-3,5%	20,4	14,7%	36,9	11,1%	31,7	12,0%	10,2%
Pays de la Loire	7,3	-3,0%	16,1	2,2%	36,0	4,1%	40,6	-1,6%	0,8%
Picardie	9,9	-8,9%	20,0	1,4%	36,2	9,8%	33,9	12,6%	6,8%
Poitou-Charentes	10,2	-4,5%	15,7	3,6%	34,8	0,1%	39,3	3,4%	1,4%
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	12,4	-11,5%	19,5	-1,7%	33,0	3,6%	35,1	3,9%	0,5%
Rhône-Alpes	10,1	9,0%	16,3	10,0%	34,6	11,0%	39,0	8,4%	9,6%
<b>Total métropole</b>	<b>10,7</b>	<b>0,1%</b>	<b>18,0</b>	<b>7,7%</b>	<b>34,9</b>	<b>6,4%</b>	<b>36,4</b>	<b>4,3%</b>	<b>5,2%</b>
Guadeloupe	13,5	-4,7%	17,9	26,4%	35,9	19,1%	32,8	10,6%	13,6%
Guyane	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Martinique	18,2	nd	23,3	nd	29,9	nd	28,6	nd	nd
Réunion	10,4	-12,8%	21,7	12,8%	38,7	-0,8%	29,2	0,6%	0,8%
<b>France entière</b>	<b>10,7</b>	<b>0,0%</b>	<b>18,1</b>	<b>7,9%</b>	<b>35,0</b>	<b>6,3%</b>	<b>36,2</b>	<b>4,3%</b>	<b>5,1%</b>

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO – DARES

## Annexe 5 : Répartition des entrées en mesures dans les régions métropolitaines

Régions	Emploi	Formation en alternance	Formation	Retour en formation initiale	Autres situations	Nb d'entrées en mesures par jeune
Alsace	64,4%	4,5%	29,1%	1,2%	0,7%	1,4
Aquitaine	62,9%	6,1%	29,5%	0,7%	0,9%	1,5
Auvergne	59,8%	7,6%	30,7%	0,6%	1,3%	1,5
Bourgogne	63,7%	6,9%	27,5%	0,9%	1,0%	1,3
Bretagne	66,6%	4,1%	26,7%	1,8%	0,9%	1,5
Centre	61,2%	4,2%	33,2%	0,8%	0,6%	1,5
Champagne-Ardenne	59,6%	3,6%	35,6%	0,6%	0,7%	1,7
Corse	53,8%	6,2%	38,5%	0,5%	1,0%	1,3
Franche-Comté	54,5%	8,7%	35,4%	0,5%	0,9%	1,4
Ile-de-France	55,5%	6,5%	29,2%	1,4%	7,4%	1,4
Languedoc-Roussillon	61,1%	5,7%	31,4%	1,0%	0,9%	1,3
Limousin	63,0%	6,1%	30,3%	0,2%	0,4%	1,5
Lorraine	63,7%	6,1%	28,3%	1,1%	0,7%	1,4
Midi-Pyrénées	65,0%	6,1%	27,4%	0,7%	0,8%	1,5
Nord-Pas-de-Calais	50,9%	5,1%	41,4%	0,9%	1,7%	1,4
Basse-Normandie	49,2%	3,9%	46,0%	0,4%	0,5%	1,6
Haute-Normandie	60,8%	4,4%	33,3%	0,8%	0,7%	1,4
Pays-de-la-Loire	70,1%	4,6%	24,0%	0,8%	0,5%	1,5
Picardie	66,7%	4,8%	26,8%	0,9%	0,8%	1,4
Poitou-Charentes	60,3%	4,6%	33,6%	0,8%	0,7%	1,5
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	52,3%	5,6%	40,6%	0,6%	1,0%	1,4
Rhône-Alpes	63,9%	3,7%	30,5%	1,0%	0,9%	1,4
<b>Total Métropole</b>	<b>60,1%</b>	<b>5,2%</b>	<b>32,0%</b>	<b>0,9%</b>	<b>1,7%</b>	<b>1,4</b>

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO – DARES

## Annexe 6 : Financement de l'activité principale : répartition par type de financeurs publics

Régions	Nb de ML- PAIO	Financement activité principale (FAP)	Subvention Etat	% FAP	Subvention organismes publics	% FAP	Subvention collectivités territoriales	% FAP	FSE	% FAP	Subvention organismes privés	% FAP
Alsace	14	7 924 141	2 072 132	26%	1 132 449	14%	3 604 966	45%	1 112 191	14%	2 402	0,03%
Aquitaine	37	14 229 774	4 127 323	29%	791 781	6%	7 800 621	55%	1 464 265	10%	45 784	0,32%
Auvergne	15	6 087 260	1 871 574	31%	425 553	7%	3 095 572	51%	663 449	11%	31 112	0,51%
Bourgogne	17	6 925 222	2 301 088	33%	524 387	8%	2 842 241	41%	1 073 265	15%	184 242	2,66%
Bretagne	17	12 344 719	3 571 054	29%	587 248	5%	6 368 420	52%	1 746 618	14%	71 380	0,58%
Centre	28	9 594 131	2 932 158	31%	532 150	6%	5 152 118	54%	912 671	10%	65 033	0,68%
Champagne-Ardenne	18	6 421 595	2 062 602	32%	375 767	6%	3 400 391	53%	575 640	9%	7 195	0,11%
Corse	5	1 154 135	468 152	41%	87 959	8%	598 024	52%	0	0%	0	0,00%
Franche-Comté	15	4 544 914	1 168 727	26%	225 731	5%	2 717 294	60%	433 147	10%	15	0,00%
Ile-de-France	89	45 704 160	10 122 303	22%	2 368 502	5%	29 552 775	65%	3 315 145	7%	345 435	0,76%
Languedoc-Roussillon	29	9 179 205	2 465 759	27%	518 017	6%	4 918 193	54%	1 236 939	13%	40 298	0,44%
Limousin	6	3 346 175	1 064 383	32%	114 178	3%	1 754 191	52%	351 124	10%	62 299	1,86%
Lorraine	22	9 773 059	3 571 733	37%	956 560	10%	4 441 767	45%	759 976	8%	43 024	0,44%
Midi-Pyrénées	11	11 806 028	3 251 444	28%	537 095	5%	5 364 672	45%	2 645 453	22%	7 364	0,06%
Nord-Pas-de-Calais	29	28 534 644	8 018 467	28%	1 810 664	6%	15 045 469	53%	2 742 540	10%	917 504	3,22%
Basse-Normandie	16	6 710 857	2 075 262	31%	242 906	4%	3 193 368	48%	1 199 320	18%	0	0,00%
Haute-Normandie	14	8 713 587	2 572 990	30%	699 864	8%	4 316 203	50%	1 109 874	13%	14 657	0,17%
Pays de la Loire	28	13 610 797	4 509 236	33%	497 193	4%	6 933 840	51%	1 581 404	12%	89 124	0,65%
Picardie	19	7 589 354	3 039 811	40%	703 029	9%	2 789 461	37%	974 093	13%	82 961	1,09%
Poitou-Charentes	25	8 654 475	2 306 448	27%	362 487	4%	4 403 237	51%	1 536 343	18%	45 960	0,53%
Provence-Alpes-C. d'Azur	35	23 832 524	6 802 827	29%	1 172 904	5%	14 112 894	59%	1 667 631	7%	76 268	0,32%
Rhône-Alpes	52	30 580 325	7 463 827	24%	1 938 448	6%	18 369 478	60%	2 733 101	9%	75 471	0,25%
DOM	15	7 833 556	4 272 583	55%	433 947	6%	2 942 280	38%	184 745	2%	0	0,00%
<b>Total</b>	<b>556</b>	<b>285 094 639</b>	<b>82 111 882</b>	<b>29%</b>	<b>17 038 818</b>	<b>6%</b>	<b>153 717 474</b>	<b>54%</b>	<b>30 018 935</b>	<b>11%</b>	<b>2 207 529</b>	<b>0,77%</b>

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO – DARES, DGEFP

## Annexe 7 : Financement du réseau des missions locales et PAIO : financement d'activités principales et spécifiques, fonds gérés

Régions	Nb de ML-PAIO	Subvention activité principale	% subv. totale	Subvention activités spécifiques	% subv. totale	Fonds gérés	% subv. totale	Total des subventions
Alsace	14	7 924 141	67%	3 276 459	28%	661 911	5,6%	11 862 510
Aquitaine	37	14 229 774	84%	2 496 932	15%	300 509	1,8%	17 027 216
Auvergne	15	6 087 260	83%	1 181 039	16%	96 029	1,3%	7 364 328
Bourgogne	17	6 925 222	84%	1 335 196	16%	19 462	0,2%	8 279 880
Bretagne	17	12 344 719	84%	1 737 566	12%	671 126	4,5%	14 753 411
Centre	28	9 594 131	83%	1 101 605	10%	819 984	7,1%	11 515 720
Champagne-Ardenne	18	6 421 595	89%	716 505	10%	82 547	1,1%	7 220 647
Corse	5	1 154 135	92%	92 612	7%	6 099	0,5%	1 252 846
Franche-Comté	15	4 544 914	86%	740 888	14%	26 576	0,5%	5 312 378
Ile-de-France	89	45 704 160	86%	6 418 069	12%	1 302 154	2,4%	53 424 384
Languedoc-Roussillon	29	9 179 205	89%	783 722	8%	297 896	2,9%	10 260 823
Limousin	6	3 346 175	86%	506 211	13%	35 612	0,9%	3 887 998
Lorraine	22	9 773 059	80%	2 251 368	18%	239 813	2,0%	12 264 240
Midi-Pyrénées	11	11 806 028	89%	1 271 432	10%	167 991	1,3%	13 245 452
Nord-Pas-de-Calais	29	28 534 644	88%	3 454 980	11%	384 056	1,2%	32 373 680
Basse-Normandie	16	6 710 857	94%	388 587	5%	26 907	0,4%	7 126 351
Haute-Normandie	14	8 713 587	87%	1 253 113	12%	70 436	0,7%	10 037 136
Pays de la Loire	28	13 610 797	87%	1 442 410	9%	580 088	3,7%	15 633 295
Picardie	19	7 589 354	82%	1 462 212	16%	151 257	1,6%	9 202 824
Poitou-Charentes	25	8 654 475	78%	2 169 855	20%	234 263	2,1%	11 058 593
Provence-Alpes-C. d'Azur	35	23 832 524	79%	5 020 605	17%	1 208 721	4,0%	30 061 850
Rhône-Alpes	52	30 580 325	84%	5 523 408	15%	430 643	1,2%	36 534 376
DOM	15	7 833 556	66%	2 878 318	24%	1 069 857	9,1%	11 781 731
<b>Total</b>	<b>556</b>	<b>285 094 639</b>	<b>83%</b>	<b>47 503 091</b>	<b>14%</b>	<b>8 883 937</b>	<b>2,6%</b>	<b>341 481 667</b>

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO – DARES, DGEFP

## Annexe 8 : Financement de l'activité principale : répartition par type de collectivités territoriales

Régions	Nb de ML-PAIO	Financement activité principale (FAP)	Régions		Départements		Communes		EPCI		Autres établissements publics		Total Coll. Terr.	
			Subvention	% FAP	Subvention	% FAP	Subvention	% FAP	Subvention	% FAP	Subvention	% FAP	Subvention	% FAP
Alsace	14	<b>7 924 141</b>	1 038 168	13%	197 921	2%	999 912	13%	1 326 316	17%	42 649	0,54%	3 604 966	45%
Aquitaine	37	<b>14 229 774</b>	2 085 237	15%	1 477 983	10%	3 976 031	28%	230 706	2%	30 664	0,22%	7 800 621	55%
Auvergne	15	<b>6 087 260</b>	860 966	14%	450 234	7%	1 387 431	23%	371 456	6%	25 486	0,42%	3 095 573	51%
Bourgogne	17	<b>6 925 222</b>	1 404 019	20%	223 679	3%	970 344	14%	223 667	3%	20 532	0,30%	2 842 241	41%
Bretagne	17	<b>12 344 719</b>	2 142 700	17%	774 463	6%	2 145 209	17%	1 243 193	10%	62 856	0,51%	6 368 420	52%
Centre	28	<b>9 594 131</b>	2 419 441	25%	84 569	1%	2 379 022	25%	161 292	2%	107 795	1,12%	5 152 119	54%
Champagne-Ardenne	18	<b>6 421 595</b>	1 564 396	24%	59 482	1%	1 452 567	23%	254 420	4%	69 526	1,08%	3 400 391	53%
Corse	5	<b>1 154 135</b>	257 219	22%	107 456	9%	216 166	19%	0	0%	17 183	1,49%	598 024	52%
Franche-Comté	15	<b>4 544 914</b>	1 544 468	34%	311 017	7%	764 971	17%	96 837	2%	0	0,00%	2 717 294	60%
Ile-de-France	89	<b>45 704 160</b>	8 781 623	19%	1 864 568	4%	16 715 080	37%	1 243 256	3%	948 249	2,07%	29 552 775	65%
Languedoc-Roussillon	29	<b>9 179 205</b>	1 028 958	11%	739 137	8%	2 271 549	25%	778 261	8%	100 288	1,09%	4 918 193	54%
Limousin	6	<b>3 346 175</b>	837 159	25%	430 005	13%	463 588	14%	23 439	1%	0	0,00%	1 754 191	52%
Lorraine	22	<b>9 773 059</b>	1 396 973	14%	547 548	6%	2 220 623	23%	218 545	2%	58 078	0,59%	4 441 767	45%
Midi-Pyrénées	11	<b>11 806 028</b>	1 870 985	16%	2 033 365	17%	1 278 970	11%	132 687	1%	48 664	0,41%	5 364 671	45%
Nord-Pas-de-Calais	29	<b>28 534 644</b>	5 085 891	18%	1 054 375	4%	6 325 203	22%	1 724 585	6%	855 414	3,00%	15 045 468	53%
Basse-Normandie	16	<b>6 710 857</b>	1 663 273	25%	250 610	4%	933 012	14%	235 878	4%	110 595	1,65%	3 193 369	48%
Haute-Normandie	14	<b>8 713 587</b>	2 253 284	26%	374 108	4%	1 402 111	16%	285 456	3%	1 243	0,01%	4 316 203	50%
Pays de la Loire	28	<b>13 610 797</b>	2 491 325	18%	447 228	3%	2 524 770	19%	1 323 867	10%	146 650	1,08%	6 933 840	51%
Picardie	19	<b>7 589 354</b>	454 678	6%	338 715	4%	1 244 813	16%	677 900	9%	73 355	0,97%	2 789 461	37%
Poitou-Charentes	25	<b>8 654 475</b>	1 840 965	21%	177 010	2%	1 186 796	14%	1 185 263	14%	13 202	0,15%	4 403 236	51%
Provence-Alpes-C. d'Azur	35	<b>23 832 524</b>	5 358 781	22%	731 338	3%	6 631 191	28%	1 047 267	4%	344 316	1,44%	14 112 894	59%
Rhône-Alpes	52	<b>30 580 325</b>	8 192 107	27%	1 669 267	5%	6 961 256	23%	1 199 337	4%	347 510	1,14%	18 369 477	60%
DOM	15	<b>7 833 556</b>	1 049 549	13%	537 161	7%	1 316 159	17%	25 341	0%	14 070	0,18%	2 942 280	38%
<b>Total</b>	<b>556</b>	<b>285 094 639</b>	<b>55 622 164</b>	<b>20%</b>	<b>14 881 241</b>	<b>5%</b>	<b>65 766 775</b>	<b>23%</b>	<b>14 008 969</b>	<b>5%</b>	<b>3 438 325</b>	<b>1,21%</b>	<b>153 717 474</b>	<b>54%</b>

Source : Comptes rendus d'activité 2002 des missions locales et PAIO – DARES, DGEFP